



# MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Gendarmerie nationale

## Région de gendarmerie Hauts-de-France

Division de l'appui opérationnel

BUREAU DE L'IMMOBILIER ET DU LOGEMENT

### CONSULTATION N° 2024-016-RGHF

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Marché public de fournitures et services relatif aux prestations désignées ci-dessous :

**Maintenance des installations thermiques, de production d'eau chaude sanitaire, ventilation mécanique contrôlée, traitement d'eau, climatisation, remplacement des pièces défectueuses des installations et fourniture des produits de traitement d'eau au profit de la Région de gendarmerie des Hauts-de-France**

#### Numéros de nomenclature communautaire CPV

50720000-8	Services de réparation de d'entretien de chauffage central
24962000-5	Produits chimiques pour le traitement de l'eau

**Ce document comporte 18 pages, numérotées de 1 à 18**

# **SOMMAIRE**

## **CHAPITRE 1 – CONTRAT DE TYPE « PRESTATION-FORFAIT » (PF)**

Article 1 – OBJET DU MARCHE

Article 2 – APPLICATION

Article 3 - DEFINITIONS

- 3.1 Poste combustible
- 3.2 Poste prestations courantes (maintenance)
- 3.3 Poste prestations ponctuelles (hors P2)
- 3.4 Poste fourniture produits du traitement d'eau

Article 4 – LEGISLATION ET RESPECT DE LA REGLEMENTATION

Article 5 – CONSISTANCE DES INSTALLATIONS ET PRISE EN CHARGE

- 5.1 Prise en charge des installations
  - 5.1.1 Procès-verbal et consignes
  - 5.1.2 Subrogation

Article 6 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

- 6.1 Obligations du titulaire
  - 6.1.1 Personnel
  - 6.1.2 Outillage
  - 6.1.3 Ingrédients – additifs
- 6.2 Obligations et responsabilités

Article 7 – EXECUTION DES PRESTATIONS

- 7.1 Interventions de maintenance programmées
  - 7.1.1 Chaudières individuelles
  - 7.1.2 Chaufferies collectives petites et moyennes puissances
  - 7.1.3 Chaufferies collectives à grandes puissances
  - 7.1.4 Ventilations mécaniques contrôlées
  - 7.1.5 Climatisations
  - 7.1.6 Traitement d'eau
- 7.2 Dépannages
  - 7.2.1 Chaudières individuelles et climatisations
  - 7.2.2 Chaufferies collectives petites et moyennes puissances
  - 7.2.3 Chaufferies collectives à grandes puissances
  - 7.2.4 Traitement d'eau
- 7.3. Documents
  - 7.3.1 Chaudières individuelles et
  - 7.3.2 Chaufferies collectives petites et de moyennes à grand puissance collective
  - 7.3.3 Chaufferies collectives à grandes puissances
  - 7.3.4 Traitement d'eau

Article 8 – ENTRETIEN COURANT DES INSTALLATIONS

- 8.1 Entretien courant
- 8.2 Prestations légionellose (réseau d'eau chaude sanitaire)
  - 8.2.1 Contrôle
  - 8.2.2 Maintenance préventive

8.2.3 Maintenance corrective

8.3 Limites et fournitures incluses - prestations de service « P2 »

Article 9 – OBLIGATIONS DU REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR (RPA)

Article 10 – OBLIGATIONS RECIPROQUES

Article 11 – FOURNITURES

11.1 Eau

11.2 Electricité

Article 12 – REMISE DES INSTALLATIONS EN FIN DE CONTRAT

12.1 Etat des lieux

12.2 Situation non apurée

## **CHAPITRE 1 – CONTRAT DE TYPE « PRESTATION-FORFAIT » ( PF)**

### **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE**

Le présent contrat a pour objet de faire assurer par les titulaires, pour le compte de la gendarmerie, l'entretien courant (P2), le dépannage, le maintien en état de bon fonctionnement des installations de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire, de ventilation mécanique contrôlée, de climatisation, des installations de traitement d'eau y compris les produits de traitement de l'eau des bâtiments administratifs et des logements familles décrits dans **les annexes 1** du présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **ARTICLE 2 – APPLICATION**

Le présent contrat s'applique à l'ensemble des installations de chauffage, de ventilations mécaniques contrôlées, de climatisation et de traitement d'eau définies ci-après. Le contrat «**P.2**» de type PF est adapté et rédigé par référence au guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'Observatoire Économique de l'Achat Public.

De plus, pour répondre aux imprévus et en complément au contrat de type « P2 », il est prévu, d'une part, le remplacement des pièces dégradées ou reconnues défectueuses des installations de chauffage, VMC et chauffe eau mentionnées **dans le C.C.T.P.** sur la base de prix unitaires intégrant la main d'oeuvre, et d'autre part, la fourniture et la mise en place des produits de traitement d'eau (sel, filmogène) qui font l'objet d'un lot qui sera attribué à une entreprise sur la base d'un bordereau de prix unitaires.

### **ARTICLE 3 – DEFINITIONS**

#### **3.1 Poste combustible :**

Le combustible ou l'énergie nécessaire est fournie par contrat au nom de la gendarmerie.

#### **3.2 Poste prestations courantes (maintenance) :**

comprenant :

- a) la main d'œuvre qualifiée ;
- b) les petites pièces et ingrédients selon la nomenclature définie dans les annexes du CCTP du guide de rédaction des clauses techniques mentionné supra .

#### **3.3 Poste prestations ponctuelles (hors P2) :**

comprenant :

Le remplacement des pièces reconnues défectueuses ou dégradées des installations de chauffage. Les prestations ponctuelles ne font pas l'objet d'une planification.

#### **Pour les installations :**

- de chauffage ;
- de production d'eau chaude sanitaire ;
- de traitement d'eau ;
- de ventilation mécanique contrôlée ;
- de climatisation et nécessaires à l'entretien courant de l'ensemble des installations thermiques de chauffage, production d'eau chaude sanitaire, traitement d'eau, ventilation mécanique contrôlée, climatisation, ainsi qu'aux analyses (TH – PH) et

contrôles nécessaires au suivi de la qualité de l'eau chaude sanitaire distribuée et à la prévention contre la légionelle.

### **3.4 Poste fournitures des produits de traitement d'eau :**

Pour les équipements de traitement d'eau, la fourniture des produits est à la charge du titulaire du marché correspondant aux lots n°3,7,10,14 et 18 « fournitures des produits du traitement d'eau ».

Les titulaires des marchés correspondant sont responsables du contrôle des consommations d'eau, du dosage des produits injectés dans les circuits à l'aide de fiches de suivi et, pour obtenir les résultats, doivent diriger et entretenir les installations dont ils ont la charge. Ils sont également responsables de la gestion et des stocks à maintenir, et chargés de déclencher auprès des responsables des casernements concernés les livraisons en temps utile en vue d'assurer la continuité des approvisionnements en quantité et qualité convenables.

## **ARTICLE 4 – LÉGISLATION & RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION**

**4.1 – Prescriptions et règlements à observer :** l'ensemble de la fourniture et des services doit être conforme aux prescriptions des décrets, arrêtés, règlements, normalisation et à celles de tous les textes subséquents, en vigueur au premier jour du mois d'exécution des prestations.

**4.2 – Toutes dispositions réglementaires visant à la mise en conformité devront être signalées par le titulaire à la personne publique.**

## **ARTICLE 5 – CONSISTANCE DES INSTALLATIONS ET PRISE EN CHARGE**

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de la constitution des bâtiments et de la consistance des installations dont il doit assurer la maintenance. Ces éléments sont indiqués **à l'annexe 1 du CCTP** et communiqués par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA). Sa responsabilité ne pourra en aucun cas être recherchée à ce titre. En conséquence, le titulaire peut procéder à toute vérification et à tout relevé nécessaire en vue de remplir ses obligations contractuelles et accepte de les prendre en charge telles qu'elles se composent.

### **5.1 Prise en charge des installations :**

#### **5.1.1 – Procès verbal et consignes :**

Le titulaire a pour obligation de remettre au responsable des affaires immobilières du groupement concerné dans le délai fixé à l'article 6.4 du cahier des clauses administratives particulières un procès verbal contradictoire de prise en charge pour chaque site auquel il sera annexé l'inventaire détaillé de chaque installation et s'il y a lieu des consignes particulières lui permettant d'assurer un bon entretien des installations de chauffage et de traitement d'eau auxquelles il devra se conformer.

#### **5.1.2 – Subrogation :**

Le R.P.A, par les présentes, subroge le titulaire dans ses droits et ses actions nés ou à naître à l'encontre des constructeurs, des fournisseurs des installations, des exploitants antérieurs et de tout tiers responsable ou estimé responsable d'une avarie ou d'un dommage survenant aux installations dont il a la charge. S'il s'agit de dommages mettant en jeu la responsabilité de garantie de parfait achèvement, de bon fonctionnement ou décennale de l'installateur, des fournisseurs ou des constructeurs ou la responsabilité d'un tiers, la personne publique fera son affaire de toute action amiable ou contentieuse à leur encontre.

## **ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **6.1 Obligations du titulaire :**

#### **6.1.1 – Personnel :**

**6.1.1.1** – Le titulaire, dont la responsabilité est permanente, fournit au moment opportun le personnel nécessaire à l'entretien courant de l'ensemble des installations des locaux concernés par le présent contrat.

**6.1.1.2** – Le titulaire a pour obligation de remettre à la personne publique et au responsable des affaires immobilières concerné, dans le délai fixé à l'article 6.4 du cahier des clauses administratives particulières la liste nominative du personnel chargé de l'entretien des installations. Cette liste comportera : le nom, le numéro de téléphone où, en cas d'urgence pourront être joints les personnels désignés par le titulaire affectés aux différents lieux d'intervention. Cette liste sera réactualisée à chaque changement et transmise au responsable des affaires immobilières concerné ainsi qu'à chaque unité.

**6.1.1.3** – Le titulaire devra fournir, en outre, les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer qui seront exigés pour la circulation de ce personnel dans les lieux d'exécution des prestations.

**6.1.1.4** – Le personnel devra être doté d'un vêtement de travail, éventuellement de protection. En outre, tous les agents en activité, devront porter en permanence un insigne distinctif de leur fonction. Le comportement du personnel de l'entreprise devra faire preuve de la plus grande correction et d'une tenue acceptable. Aucun agent ne sera admis dans les enceintes militaires dans le cas contraire.

**6.1.1.5** – Le commandant de caserne peut exiger le remplacement du personnel affecté s'il ne donne pas satisfaction.

**6.1.1.6** – Le titulaire assurera à son personnel le bénéfice des lois sociales et des conventions collectives en vigueur.

#### **6.1.2 – Outillage :**

Le titulaire fournira à ses frais l'outillage nécessaire à la bonne exécution des prestations définies au présent contrat.

#### **6.1.3 – Ingrédients - additifs :**

**6.1.3.1** – Le titulaire fournira à ses frais tous les ingrédients nécessaires au bon fonctionnement et au maintien de la qualité et de la propreté de l'ensemble des installations et des locaux concernés par le présent contrat.

- huile, graisse, chiffons, produit de nettoyage ;
- fusibles, ampoule, petit matériel électrique ;
- visserie, boulonnerie peinture ;
- en général, toutes les petites fournitures consommables ;
- achat et le remplacement des pièces sont soumis à l'approbation du responsable des affaires immobilières. Il en est de même pour tous les autres cas non répertoriés dans ce contrat ; le titulaire établira un devis détaillé qui sera soumis à l'approbation des services compétents.

**6.1.3.2** - Le sel, destiné à l'adoucissement de l'eau, et le produit inhibiteur de corrosion seront fournis par le titulaire des lots sur les sites concernés et directement dans les locaux (chaufferies, sous-stations.....).

### **6.2 Obligations et responsabilités :**

**6.2.1** – Les fournitures et les prestations de services doivent être conformes aux stipulations du contrat, aux prescriptions des normes françaises homologuées ou aux spécifications techniques établies par les groupes permanents d'étude des marchés, les normes ou spécifications applicables étant celles qui sont en vigueur à la date de notification du marché. En outre le titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour que soient respectées les dispositions légales et réglementaires en matière d'environnement.

**6.2.2** – Le titulaire doit informer le responsable des affaires immobilières par écrit en temps opportun des incidents prévisibles dès qu'il peut les déceler en attirant son attention sur les conséquences que pourraient entraîner la non intervention et la non exécution des travaux nécessaires à leur prévention. Les prestations d'entretien résultant de l'application du présent contrat devront être effectuées, en accord avec le responsable des affaires immobilières, de manière à ne causer aucune gêne dans la marche du service.

**6.2.3** – Le titulaire informe, si nécessaire, le responsable des affaires immobilières des recommandations en vue d'assurer la remise en état ou le remplacement des matériels indispensables à un fonctionnement régulier des installations si ces derniers ne sont pas pris en charge dans le cadre du présent contrat.

**6.2.4** – Le titulaire doit signaler au responsable des affaires immobilières les améliorations ou modifications que doivent subir les installations pour satisfaire à la réglementation en vigueur et, en particulier, en matière de sécurité et de réduction de consommation d'énergie et de respect de l'environnement. Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés, soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations dont il assure l'entretien. Il prend à sa charge tous les risques de responsabilité civile (accidents, incendie, explosions, vols, dégâts des eaux).

**6.2.5** – Les travaux de gros entretien et de renouvellement des installations ne sont pas à la charge du titulaire. Toutefois, celui-ci devra informer par écrit accompagné d'un devis, le responsable des affaires immobilières de tous travaux de gros entretien et de renouvellement chaque fois que cela sera nécessaire. Aucuns travaux ne seront exécutés sans accord préalable du responsable des affaires immobilières.

**6.2.6** – Le titulaire assure pendant la période de chauffage et, aussi souvent que nécessaire, les ramonages, graissages et d'une façon générale, l'entretien du matériel dans la totalité des installations ainsi que le maintien en parfait état de propreté des locaux placés sous sa responsabilité contractuelle.

## **ARTICLE 7 – EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **7.1 - Interventions de maintenance programmées**

#### **7.1.1 – Chaudières individuelles en et hors caserne (lots n°2,6,13,17):**

Les visites d'entretien annuelles des installations doivent être obligatoirement terminées **pour le 15 septembre de chaque année.** Ces visites seront effectuées, conformément à l'échéancier d'entretien **défini en annexe 2 du CCTP**, aux dates déterminées sur le calendrier prévisionnel d'entretien. A ce titre, le titulaire s'engage à fournir un calendrier prévisionnel d'entretien **pour le 15 mai de chaque année** par mail au groupement de gendarmerie concerné afin d'informer les commandants de caserne des dates de passage et dans lequel il sera précisé :

- l'adresse complète des installations ;
- le type des installations ;
- la date prévisionnelle d'entretien ;
- le créneau horaire prévisible (matin ou après-midi).

Le groupement de gendarmerie départementale dispose d'un délai de quinze **(15) jours** pour accepter les prestations (date de passage) proposées par le titulaire et adresse **le calendrier d'entretien** par mail pour confirmation.

#### **7.1.2 – Chaufferies collectives de petites et moyennes puissances (lots n°1,5,8, 12,16): :**

##### **7.1.2.1 – Visite de mise en service**

Ces visites doivent être obligatoirement terminées **pour le 15 septembre de chaque année.** Ces visites seront effectuées, conformément à l'échéancier d'entretien **défini en annexe 3 du CCTP**, aux dates fixées sur le calendrier prévisionnel d'entretien. A ce titre, le titulaire

s'engage à fournir un calendrier prévisionnel d'entretien **pour le 15 mai de chaque année** par mail aux services immobilières des groupements et des escadrons de gendarmerie mobiles concerné copie Section infrastructure afin d'informer les commandants de caserne des dates de passage et dans laquelle il sera précisé :

- l'adresse complète des installations ;
- le type des installations ;
- la date prévisionnelle d'entretien ;
- le créneau horaire prévisible (matin ou après-midi).

Le groupement de gendarmerie départementale dispose d'un délai de quinze **(15) jours** pour accepter les prestations (date de passage) proposées par le titulaire et adresse **le calendrier d'entretien** par mail pour confirmation.

#### **7.1.2.2 – Visite de contrôle et de fin de saison**

Les visites de contrôle et de fin de saison seront effectuées selon les périodicités ci-dessous, aux dates préalablement définies avec le responsable des affaires immobilières du groupement concerné ou du commandant de caserne, et conformément à l'échéancier de maintenance **précisé en annexe 3 du CCTP** :

- ✓ 1 visite de contrôle : de décembre à février ;
- ✓ 1 visite de fin de saison : effectuée avant le 30 mai de chaque année.

#### **7.1.3 – Chaufferies collectives à grandes puissances collectives (lots n°4,11,15):**

- Les visites de mise en service seront effectuées à compter du **15 septembre au plus tard le 15 novembre de chaque année** ;
- Les visites de contrôle seront effectuées à intervalles réguliers, aux dates préalablement définies avec le responsable des affaires immobilières du groupement concerné ou du commandant de caserne, et conformément à l'échéancier de maintenance défini **en annexe 4 du CCTP**.
- Les visites de fin de saison doivent être obligatoirement effectuées **avant le 30 mai de chaque année** conformément à l'échéancier d'entretien défini en annexe 4 du CCTP, aux dates préalablement déterminées avec le responsable des affaires immobilières du groupement concerné ou du commandant de caserne.

#### **7.1.4 – Ventilations mécaniques contrôlées pour l'ensemble des lots hors traitement d'eau :**

Le fonctionnement des ventilations mécaniques contrôlées, si les locaux en sont équipés, est assuré en permanence sous la responsabilité du titulaire et conformément à la réglementation en vigueur à la date de la signature du présent contrat. Pour cela, le titulaire assurera l'entretien suivant :

**Ventilation en caisson** : - Nettoyage du caisson, vérification du fonctionnement, équilibrage en turbine, nettoyage des aubes de turbines, relevés des intensités moteur, contrôle de l'isolement, vérification des courroies (tension-usure) remplacement éventuel.

**Electricité - régulation** : - Vérification des dispositifs de commande et de coupure, des dispositifs de sécurité et de l'état des connexions.

Les échéanciers de maintenance (**annexes 2, 3 ou 4**) du CCTP définissent la périodicité des visites de contrôle et d'entretien de la V.M.C. A ce titre, dans le cadre des interventions programmées citées ci-dessus, le titulaire devra obligatoirement communiquer au responsable des affaires immobilières et au commandant de caserne, une semaine avant, les dates de passage afin d'informer les occupants des logements. Une (1) fiche d'attachement de visites individuelles par logement devra obligatoirement être visée par l'occupant et remise au commandant de caserne.



### 7.1.5 – Climatisations (lots n°2,6,13,17):

Le fonctionnement de la climatisation, si les locaux en sont équipés, est assuré en permanence sous la responsabilité du titulaire et conformément à la réglementation en vigueur à la date de la signature du présent contrat. A cet effet, le titulaire assurera l'entretien suivant :

- Nettoyage des filtres
- Nettoyage et dépoussiérage des batteries
- Vérification de la charge en fluide frigorigène
- graissage des parties tournantes
- Vérification des composants électriques
- Vérification de la partie thermique

Les visites d'entretien annuelles des installations doivent être obligatoirement terminées **pour le 15 septembre de chaque année**. Ces visites seront effectuées, conformément à l'échéancier d'entretien **défini en annexe 2 du CCTP**, aux dates déterminées sur le calendrier prévisionnel d'entretien. A ce titre, le titulaire s'engage à fournir un calendrier prévisionnel d'entretien **pour le 15 mai de chaque année** par mail au groupement de gendarmerie concerné afin d'informer les commandants de caserne des dates de passage et dans lequel il sera précisé :

- l'adresse complète des installations ;
- le type des installations ;
- la date prévisionnelle d'entretien ;
- le créneau horaire prévisible (matin ou après-midi).

Le groupement de gendarmerie départementale dispose d'un délai de quinze **(15) jours** pour accepter les prestations (date de passage) proposées par le titulaire et adresse **le calendrier d'entretien** par mail pour confirmation.

### 7.1.6 – Traitement d'eau (lots n°3,7,11,14 et 18):

#### **- Obligation de résultat du titulaire**

Le titulaire a pour obligation de résultat la distribution d'eau (circuit chauffage, ECS) et contrôle, par analyse, l'eau brute et l'eau traitée :

- T.H.
- T.A.C.
- P.H
- FER

Et ce, conformément au **D.T.U. 60.1**

Le titulaire vérifiera selon les périodicités définies à l'annexe 5 du CCTP le bon fonctionnement du traitement de l'eau. Il s'assurera de la qualité de l'eau entrée et sortie de l'adoucisseur. Il effectuera le suivi des consommations des produits utilisés. Il consignera donc mensuellement sur la fiche :

- a) la qualité de l'eau brute ;
- b)** la qualité de l'eau adoucie ;
- c)** les cycles de régénération ;
- d)** les quantités de produits consommés.

#### **– Prélèvement :**

Le titulaire prélèvera périodiquement au moins une (1) fois par an, une manchette témoin sur le réseau pour constater avec le responsable des affaires immobilières l'état interne du réseau. Cette opération fera l'objet **d'un rapport de visite** qui devra être adressé au responsable des affaires immobilières concerné dans les délais fixés à l'article 6.4 du CCAP.

– Prestations contre la légionellose :  
Maintenance préventive - Traitement d'eau

A) - Mensuellement ou à chaque visite technique :

- ✓ Analyse du TH de l'eau adoucie ;
- ✓ Contrôle des cycles de régénération ;
- ✓ Relevé des quantités de produits consommés ;
- ✓ Suivi des consommations des produits utilisés.

B) - Annuellement :

- ✓ Nettoyage et désinfection des bacs à produit ;
- ✓ Enlèvement des dépôts ;
- ✓ Rapport sur la qualité des eaux ;

Démontage et contrôle des manchettes témoins.

Les visites de contrôle seront effectuées à intervalles réguliers, aux dates préalablement définies avec le responsable des affaires immobilières du groupement concerné ou du commandant de caserne, et conformément à l'échéancier de maintenance défini **en annexe 5 du CCTP**.

## **7.2 – Dépannages**

### **7.2.1 – Chaudières individuelles en et hors casernes (lots n°2, 6, 9, 13, 17) :**

Toutes les interventions de dépannage et de main d'œuvre relatives aux prestations contractuelles seront incluses dans la redevance P2 et seront effectuées en cas d'urgence. Le titulaire sera tenu d'intervenir dans un délai maximal de **TROIS HEURES**, en période diurne de 8 heures à 18 heures suivant la demande d'intervention émise par les groupements de gendarmerie selon la procédure ci-dessous. Ces dépannages seront effectués du lundi au vendredi de 8h00 à 20h00 et le samedi de 7h00 à 13h00. Le titulaire sera tenu d'intervenir dans les délais ci-dessus et de remettre l'installation en état de marche.

#### **Astreintes :**

Les astreintes ne sont pas prévues dans la redevance P2. Toutefois, pour les lots (lots n°2, 6, 9, 13, 17) des chaufferies collectives de petites et de moyennes puissances et en dehors des créneaux horaires normaux d'intervention définis supra, la gendarmerie aura la possibilité pour des besoins *urgents* (en cas de défaut pouvant mettre en jeu la sécurité des personnes et des biens, avarie, défaut de chauffage ou d'eau chaude sanitaire notamment) de demander au titulaire l'intervention d'une personne qualifiée pour intervenir et prendre les décisions qui s'imposent.

Le prix de la prestation sera calculé sur la base des prix unitaires.

#### **7.2.1.1 – Procédure de déclenchement des interventions**

Du lundi au vendredi, le groupement de gendarmerie adresse au titulaire **une demande d'intervention** par téléphone et confirmé par mail (l'accusé de réception faisant foi) dans laquelle il sera mentionné :

- 📍 Le nom, adresse et coordonnées téléphoniques du commandant de caserne ;
  - ✓ Le type de l'installation ;
  - ✓ Eventuellement, un diagnostic de la panne justifiant le dépannage.

Cette procédure sera réalisée dans les mêmes conditions par les commandants d'unités de gendarmerie **le samedi en mettant en copie le responsable du groupement ou de l'escadron de gendarmerie à titre de compte rendu.**

### **7.2.2 – Chaufferies collectives petites et moyennes puissances (lots n°1, 5, 8, 12, 16) :**

Les interventions de dépannage et de main d'œuvre relatives aux prestations contractuelles seront incluses dans la redevance P2 et seront effectuées en cas d'urgence sur simple appel téléphonique du responsable des affaires immobilières ou du commandant de caserne. Le titulaire sera tenu d'intervenir dans un délai maximal de **TROIS HEURES**, en période diurne

de 8 heures à 18 heures. Ces dépannages seront effectués du lundi au vendredi de 7h00 à 20h00 et le samedi de 7h00 à 13h00.

En cas d'arrêt inopiné du chauffage en période de gel ou autres circonstances inhabituelles, la société prendra les mesures nécessaires à la sauvegarde des installations prises en charge. Les délais d'intervention pour procéder à tous dépannages n'excéderont pas ceux fixés ci-dessus à partir de l'appel.

Le détartrage des corps de chauffe sera compris dans la redevance P2 et inclus dans le prix forfaitaire pour l'ensemble des installations.

#### **Astreintes :**

Les astreintes ne sont pas prévues dans la redevance P2. Toutefois, pour les lots (lots n°1, 5, 8, 12, 16) des chaufferies collectives de petites et de moyennes puissances et en dehors des créneaux horaires normaux d'intervention définis supra, la gendarmerie aura la possibilité pour des besoins *urgents* (en cas de défaut pouvant mettre en jeu la sécurité des personnes et des biens, avarie, défaut de chauffage ou d'eau chaude sanitaire notamment) de demander au titulaire l'intervention d'une personne qualifiée pour intervenir et prendre les décisions qui s'imposent.

Le prix de la prestation sera calculé sur la base des prix unitaires figurant dans l'annexe 4 de l'acte d'engagement.

#### **7.2.2.1 – Procédure de déclenchement des interventions**

Du lundi au vendredi, le groupement de gendarmerie adresse au titulaire **une demande d'intervention** par téléphone et confirmé par mail (l'accusé de réception faisant foi) dans laquelle il sera mentionné :

- 📍 Le nom, adresse et coordonnées téléphoniques du commandant de caserne ;
- ✓ Le type de l'installation ;
- ✓ Eventuellement, un diagnostic de la panne justifiant le dépannage.

Cette procédure sera réalisée dans les mêmes conditions par les commandants d'unités de gendarmerie **le samedi en mettant en copie le responsable du groupement ou de l'escadron de gendarmerie à titre de compte rendu.**

#### **7.2.3 – Chaufferies collectives à grandes puissances (lots n°4, 11, 15) :**

Les interventions de dépannage et de main d'œuvre relatives aux prestations contractuelles seront incluses dans la redevance P2 et seront effectuées en cas d'urgence sur simple appel téléphonique du responsable des affaires immobilières ou du commandant de caserne. Le titulaire sera tenu d'intervenir dans un délai maximal de :

– **TROIS HEURES** en période diurne de 8 heures à 18 heures en période diurne de 8 heures à 18 heures. Ces dépannages seront effectués du lundi au vendredi de 8h00 à 20h00 et le samedi de 7h00 à 13h00.

En cas d'arrêt inopiné du chauffage en période de gel ou autres circonstances inhabituelles, la société prendra les mesures nécessaires à la sauvegarde des installations prises en charge. Les délais d'intervention pour procéder à tous dépannages n'excéderont pas ceux fixés ci-dessus à partir de l'appel.

Le détartrage des corps de chauffe sera compris dans la redevance P2 et inclus dans le prix forfaitaire pour l'ensemble des installations décrites en annexe 1.

#### **Astreintes :**

Les astreintes ne sont pas prévues dans la redevance P2. Toutefois, pour les lots (lots n°4, 11, 15,) des chaufferies collectives de grandes puissances et en dehors des créneaux horaires normaux d'intervention définis supra, la gendarmerie aura la possibilité pour des besoins *urgents* (en cas de défaut pouvant mettre en jeu la sécurité des personnes et des biens, avarie, défaut de chauffage ou d'eau chaude sanitaire notamment) de demander au titulaire l'intervention d'une personne qualifiée pour intervenir et prendre les décisions qui s'imposent.

Le prix de la prestation sera calculé sur la base des prix unitaires.

#### **7.2.3.1 – Procédure de déclenchement des interventions**

Du lundi au vendredi, le groupement de gendarmerie adresse au titulaire **une demande d'intervention** par téléphone et confirmé par mail (l'accusé de réception faisant foi) dans laquelle il sera mentionné :

- 📍 Le nom, adresse et coordonnées téléphoniques du commandant de caserne ;
  - ✓ Le type de l'installation ;
  - ✓ Eventuellement, un diagnostic de la panne justifiant le dépannage.

Cette procédure sera réalisée dans les mêmes conditions par les commandants d'unités de gendarmerie **le samedi en mettant en copie le responsable du groupement ou de l'escadron de gendarmerie à titre de compte rendu.**

**\*Une variante est demandée dans le cadre de cette appel d'offre avec une Astreinte :  
Dépannages 7/7 – 24/24h.**

#### **7.2.4 – Climatisations (lots n°2, 6, 9, 13, 17) :**

Les interventions de dépannage et de main d'œuvre relatives aux prestations contractuelles seront incluses dans la redevance P2 et seront effectuées en cas d'urgence sur simple appel téléphonique du responsable des affaires immobilières ou du commandant de caserne. Le titulaire sera tenu d'intervenir dans un délai maximal de **TROIS HEURES**, en période diurne de 8 heures à 18 heures. Ces dépannages seront effectués du lundi au vendredi de 7h00 à 20h00 et le samedi de 7h00 à 13h00.

**\*En cas d'arrêt inopiné du chauffage en période de gel ou autres circonstances inhabituelles, la société prendra les mesures nécessaires à la sauvegarde des installations prises en charge. Les délais d'intervention pour procéder à tous dépannages n'excéderont pas ceux fixés ci-dessus à partir de l'appel.**

##### **–7.2.4.1 Procédure de déclenchement des interventions**

Du lundi au vendredi, le groupement de gendarmerie adresse au titulaire **une demande d'intervention** par téléphone et confirmé par mail (l'accusé de réception faisant foi) dans laquelle il sera mentionné :

- Le nom, adresse et coordonnées téléphoniques du commandant de caserne ;
- Le type de l'installation ;
- Eventuellement, un diagnostic de la panne justifiant le dépannage.

**Cette procédure sera réalisée dans les mêmes conditions par les commandants d'unités de gendarmerie le samedi en mettant en copie le responsable du groupement ou de l'escadron de gendarmerie à titre de compte rendu.**

##### **Astreintes :**

Les astreintes ne sont pas prévues dans la redevance P2. Toutefois, pour les lots (lots n°2, 6, 9, 13, 17) des chaufferies collectives de petites et de moyennes puissances et en dehors des créneaux horaires normaux d'intervention définis supra, la gendarmerie aura la possibilité pour des besoins *urgents* (en cas de défaut pouvant mettre en jeu la sécurité des personnes et des biens, avarie, défaut de chauffage ou d'eau chaude sanitaire notamment) de demander au titulaire l'intervention d'une personne qualifiée pour intervenir et prendre les décisions qui s'imposent.

**Le prix de la prestation sera calculé sur la base des prix unitaires figurant dans l'annexe 4 de l'acte d'engagement.**

#### **7.2.5 – Traitement d'eau (Lots n°3,7,10,14,18) :**

Les interventions de dépannage et de main d'œuvre relatives aux prestations contractuelles seront incluses dans la redevance P2 et seront effectuées en cas d'urgence sur simple appel téléphonique du responsable des affaires immobilières ou du commandant de caserne. Le titulaire sera tenu d'intervenir dans un délai maximal de **TROIS HEURES**, en période diurne

de 8 heures à 18 heures. Ces dépannages seront effectués du lundi au vendredi de 7h00 à 20h00 et le samedi de 7h00 à 13h00.

**En cas d'arrêt inopiné suite fuites importantes , ou autres circonstances inhabituelles, la société prendra les mesures nécessaires à la sauvegarde des installations prises en charge. Les délais d'intervention pour procéder à tous dépannages n'excéderont pas ceux fixés ci-dessus à partir de l'appel.**

**– Procédure de déclenchement des interventions**

Du lundi au vendredi, le groupement de gendarmerie adresse au titulaire **une demande d'intervention** par téléphone et confirmé par mail (l'accusé de réception faisant foi) dans laquelle il sera mentionné :

- Le nom, adresse et coordonnée téléphonique du commandant de caserne ;
- Le type de l'installation ;
- Eventuellement, un diagnostic de la panne justifiant le dépannage.

**Cette procédure sera réalisée dans les mêmes conditions par les commandants d'unités de gendarmerie le samedi en mettant en copie le responsable du groupement ou de l'escadron de gendarmerie à titre de compte rendu.**

### **7.3 - Documents :**

#### **7.3.1 – Chaudières individuelles et climatisations (lots n°2,6,13,17):**

Le titulaire a pour obligation d'adresser au groupement de gendarmerie concerné dans les délais fixés à l'article 6.4 du CCAP à partir de la date fixée sur le calendrier d'entretien :

- Le certificat de ramonage ;
- Une fiche d'attachement de visites individuelles à l'issue de chaque entretien. Cette fiche sera établie par caserne et transmise par mail au SAI , **obligatoirement visée par le commandant de caserne** ; Ces documents doivent être dûment renseignés et dans un état de propreté la plus grande.

*\*Tout manquement aux conditions stipulées sera considéré comme un manquement aux obligations d'entretien, entraînant l'application des pénalités prévues à l'article 13 du CCAP. Toutes prestations non mentionnées sur les fiches d'entretien ou sans fiche d'attachement ou encore non mentionnées sur les carnets de chaufferie seront considérées comme non exécutées.*

#### **7.3.2 – Chaufferies collectives de petites à moyennes puissances (lots n°1,5,8,12,18) :**

Le titulaire a pour obligation d'adresser au groupement de gendarmerie concerné dans les délais fixé à l'article 6.4 du CCAP :

- Le certificat de ramonage ;
  - Le rapport de contrôle fourni par l'organisme accrédité par le COFRAC (chaufferies de puissances > 400 KW (tous les deux ans) ;
  - Le titulaire établira et tiendra en deux exemplaires, une fiche pour l'entretien et les interventions systématiques sur le matériel dont il assure l'entretien.
  - ✓ 1 exemplaire restant à la chaufferie ;
  - ✓ 1 exemplaire sera remis au responsable des affaires immobilières.
  - Le titulaire fournira et tiendra dès le début des prestations la tenue d'un « cahier de chaufferie » pour chaque chaufferie. Le responsable des affaires immobilières procédera au minimum une fois par an au contrôle de la tenue de ces livrets.
- Ces documents doivent être dûment renseignés et dans un état de propreté la plus grande

*\*Tout manquement aux conditions stipulées sera considéré comme un manquement aux obligations d'entretien, entraînant l'application des pénalités prévues à l'article 13 du CCAP. Toutes prestations non mentionnées sur les fiches d'entretien ou sans fiche d'attachement*

ou encore non mentionnées sur les carnets de chaufferie seront considérées comme non exécutées.

### **7.3.3 - Chaufferies collectives à grandes puissances (lots n°4,11 et15) :**

Le titulaire a pour obligation d'adresser au groupement de gendarmerie concerné dans les délais fixé à l'article 6.4 du CCAP :

- Le certificat de ramonage ;
  - Le rapport de contrôle fourni par l'organisme accrédité par le COFRAC (chaufferies de puissances > 400 KW (tous les deux ans) ;
  - Le titulaire établira et tiendra en deux exemplaires, une fiche pour l'entretien et les interventions systématiques sur le matériel dont il assure l'entretien.
    - ✓ 1 exemplaire restant à la chaufferie ;
    - ✓ 1 exemplaire sera remis au responsable des affaires immobilières.
  - Le titulaire fournira et tiendra dès le début des prestations la tenue d'un « cahier de chaufferie » pour chaque chaufferie. Le responsable des affaires immobilières procédera au minimum une fois par an au contrôle de la tenue de ces livrets.
- Ces documents doivent être dûment renseignés et dans un état de propreté la plus grande.

*\*Tout manquement aux conditions stipulées sera considéré comme un manquement aux obligations d'entretien, entraînant l'application des pénalités prévues à l'article 13 du CCAP. Toutes prestations non mentionnées sur les fiches d'entretien ou sans fiche d'attachement ou encore non mentionnées sur les carnets de chaufferie seront considérées comme non exécutées.*

### **7.3.4 – Traitement d'eau (lots n°3,7,10,14,18)**

Ces visites seront effectuées à intervalles réguliers, aux dates préalablement définies avec le responsable des affaires immobilières du groupement, et conformément à l'échéancier de maintenance fixé en annexe 5 du CCTP, selon les périodicités suivantes :

- 4 visites annuelles : pour les adoucisseurs, les traitements filmogènes et les analyses de l'eau brute et de l'eau traitée ;
- 1 visite mensuelle pour l'entretien courant du traitement d'eau et les interventions systématiques sur le matériel de traitement d'eau dont il assure l'entretien ;

Le titulaire devra transmettre par mail aux responsables des affaires immobilières (SAI), du bureau de l'Immobilier et du logement de la région de gendarmerie hauts de france à l'issue de chaque visite annuelle, un double du rapport de visite d'entretien effectué par les techniciens. Il devra, en outre, établir et tenir à jour une fiche pour l'entretien courant et les interventions systématiques mensuels, 1 exemplaire restant à la chaufferie et un exemplaire étant remis au responsable des affaires immobilières. Les délais de remise de ces documents sont fixés à l'article 6.4 du CCAP.

En outre, le titulaire remplira lors de chaque visite le bac à sel. Toutefois un personnel de la gendarmerie devra effectuer l'alimentation des bacs à sel, ainsi que la surveillance du bon fonctionnement des appareils entre chacune des visites.

*Tout manquement aux conditions stipulées sera considéré comme un manquement aux obligations d'entretien, entraînant l'application des pénalités prévues à l'article 13 du CCAP. Toutes prestations non mentionnées sur cette fiche d'entretien seront considérées comme non exécutées.*

## **ARTICLE 8 – ENTRETIEN COURANT DES INSTALLATIONS :**

### **8.1 Entretien courant chaudières individuelles et chaufferies collectives:**

**8.1.1** – Le titulaire assure pendant la période de chauffage et, aussi souvent qu'il est nécessaire, les ramonages, graissages et d'une façon générale, l'entretien du matériel en chaufferie et dans la totalité des installations ainsi que le maintien en parfait état de propreté et d'entretien des locaux placés sous sa responsabilité contractuelle. **Le certificat de ramonage** sera transmis dans les délais fixés à l'article 6.4 du CCAP à l'autorité compétente.

**8.1.2** – Il assure également la mise au repos des installations, le ramonage complet des carneaux et conduits de fumée, le nettoyage des locaux et des matériels, la remise en état s'il y a lieu des calorifugeages des conduits, la vérification des pompes et des vannes, le serrage des brides et le remplacement des joints et garnitures aussi bien en chaufferie, sous-station que dans la totalité des installations.

Les réseaux de distribution et d'émission de chaleur ainsi que les filtres et clapets seront tenus en bon état d'entretien et l'exploitant assurera, s'il y a lieu et sous son entière responsabilité, leur nettoyage, rinçage et protection.

Dès la mise au repos, les chaudières et générateurs devront être ramonés et nettoyés à fond puis protégés. Les briquetages seront vérifiés et refaits s'il y a lieu. Un détartrage des chaudières et échangeurs sera effectué si nécessaire.

Toutes les circulations d'air dans les chaudières seront soigneusement obturées et des bacs à chaux vive (ou produit de même efficacité) déposés dans les foyers et renouvelés aussi souvent qu'il sera nécessaire de façon à éviter la corrosion due aux résidus de la combustion et à l'humidité.

Les moteurs devront être nettoyés, graissés et mis à l'abri de la poussière. Les canalisations d'alimentation en fuel, pompes et filtres à fuel seront également rincés s'il y a lieu.

**8.1.3** – Hors saison de chauffe, le titulaire vérifiera par des visites systématiques que les installations ne subissent aucune détérioration de quelque origine qu'elle soit.

**8.1.4** – En tout état de cause, l'entretien courant tel que défini au présent article est considéré pouvoir être effectué par le personnel affecté normalement à l'entretien des installations.

Il ne requiert pas la mise en oeuvre de moyens extérieurs importants ni le remplacement des sous ensembles ou ensembles complets.

### **8.2 Prestations traitement d'eau contre légionellose (lots n° 3, 7,10,14 et 18 )**

Le titulaire assure la surveillance et l'entretien courant des installations de traitement d'eau, y compris la mise en place des produits (si nécessaire lors des visites programmées).

Ces visites seront effectuées à intervalles réguliers, aux dates préalablement définies avec le responsable des affaires immobilières du groupement, et conformément à l'échéancier de maintenance fixé en annexe 5 du CCTP, selon les périodicités suivantes :

- 4 visites annuelles : pour les adoucisseurs, les traitements filmogènes et les analyses de l'eau brute et de l'eau traitée ;
- 1 visite mensuelle pour l'entretien courant du traitement d'eau et les interventions systématiques sur le matériel de traitement d'eau dont il assure l'entretien ;

Le titulaire doit prendre en compte les prestations complémentaires ci-dessous en matière de maintenance préventive pour la protection de la légionellose sur le réseau d'eau chaude sanitaire des installations collectives ,

#### **8.2.1 – Contrôle :**

##### **8.2.1.1 - Chaque visite contractuelle (ou mensuelle) :**

– Contrôle de la température départ à la production, limitée de 60° à 65° en stockage ;

– Selon la circulaire DGS/SD7A/SD5C-DHOS/E4 n°2002/243 de la direction générale de la santé, la température de 50°C en permanence en tous points du réseau ainsi que le retour de boucle ;

Ces paramètres seront notifiés sur l'échéancier de maintenance.

**8.2.1.2. - Trimestriellement :**

– Contrôle de la température sur un des points d'usage le plus éloigné de la production par un contrôle aux points de puisage, ceci pour chaque production ; – S'assurer de la parfaite circulation des circuits du réseau bouclage.

**8.2.1.3. - 2 fois par an :**

– Contrôler les manchettes témoin installées sur le réseau d'eau chaude sanitaire, pour constater avec la gendarmerie ou son représentant, l'état interne du réseau. Cette opération fera l'objet d'un procès verbal qui devra être adressé par le titulaire au service des affaires immobilières ;

– S'assurer de la parfaite circulation des circuits du réseau bouclage.

**8.2.2 – Maintenance préventive :**

Production eau chaude sanitaire

**8.2.2.1. - Annuellement :**

- Détartrage et nettoyage interne des ballons et échangeur à plaque ;
- Remplacement des joints de tampon ;
- Effectuer des chasses en pied de ballon ECS par vanne de chasse.

Contrôle préventif légionellose

**8.2.2.2. - Annuellement :**

Par un organisme agréé, conformément à la législation, une analyse de recherche de légionellose sur les points suivants :

- ✓ Un prélèvement au niveau de chaque production d'eau chaude sanitaire (chaufferie & sous-station) ;
- ✓ Un prélèvement au niveau d'un point d'usage représentatif ;
- ✓ Un prélèvement au niveau d'un point d'usage, le plus éloigné ou défavorisé ; Le résultat de ces analyses sera transmis à la gendarmerie.

Seules sont incluses à ce contrat les analyses prévues à l'ensemble des productions d'eau chaude sanitaire. En cas de résultat positif, une campagne d'analyses sur l'ensemble des points de distribution conformément aux directives seront effectuées sur les points de puisage, hors contrat et pris en compte par la gendarmerie.

**8.2.3 – Maintenance corrective : Légionellose**

– s'assurer que tout le circuit , y compris les organes hydrauliques tels que les joints, peut supporter une température élevée en fonction de la nature des matériaux (ex : attention aux canalisations en acier galvanisé) ;

– nettoyer, détartrer et désinfecter les réservoirs ;

– nettoyer et détartrer la robinetterie (la remplacer si nécessaire) ;

– identifier et neutraliser les mitigeurs durant l'opération pour avoir une température élevée au niveau des robinets ;

– éliminer les bras morts ou les purger dans la mesure où ils ne peuvent être éliminés.

Réalisation du choc thermique :

– informer les personnels d'une élévation de température pour éviter tout risque de brûlure (panneau signalétique)

– s'assurer que l'installation technique est capable d'assumer la production de chaleur pendant l'opération ;

– élever la température dans les réservoirs pour obtenir 70°C à la sortie des robinets (si cette température ne peut être obtenue ou maintenue, privilégier une autre méthode de désinfection) ;

– purger tous les robinets et les douches pendant 30 minutes ;

– mesurer la température à différents points durant toute l'opération ;



– avant la remise en service du réseau, vérifier les températures de distribution.

Remarque : Dans le cas de l'acier galvanisé, la couche protectrice en zinc se dégrade à une température supérieure ou égale à 60°C. De plus, lors des opérations de chocs thermiques, une autre contrainte peut être celle de la dilatation des matériaux.

### **8.3 Limites et fournitures incluses prestations de service « P2 » :**

La définition et la limite des prestations comprises dans le cadre de l'entretien et des petites fournitures sont conformes à l'annexe 2 du guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'Observatoire économique de l'achat public et intègrent, de plus, les fournitures suivantes :

- ✓ filtres circuits hydrauliques ;
- ✓ filtres circuits aérauliques ;
- ✓ courroies de ventilateurs ou extracteurs ;
- ✓ huile, graisse, chiffons, outillage courant ;
- ✓ petit matériel électrique (fusibles, voyant lumineux) ;
- ✓ nettoyage et entretien des abords des chaufferies, des sous-stations.

## **ARTICLE 9 – OBLIGATIONS DU R.P.A. :**

**9.1** – Le représentant du pouvoir adjudicateur garantit à l'exploitant le libre accès de tous les éléments constitutifs des installations et des équipements connexes faisant l'objet du présent contrat.

Il certifie avoir effectué toutes les déclarations officielles requises, avoir obtenu les autorisations nécessaires des administrations compétentes notamment en ce qui concerne la déclaration d'installation classée.

**9.2** – Au cours de l'exécution du présent contrat, la personne publique devra rendre, à ses frais, les installations où les modifications ou adjonctions conformes à la législation ou réglementation en vigueur.

**9.3** – Le R.P.A. prendra à sa charge les opérations de gros entretien et de renouvellement des installations.

**9.4** – Le représentant de la personne publique s'engage à prévenir le titulaire, en temps voulu, de toutes interventions modificatives pouvant entraîner son intervention ou des perturbations dans la conduite des installations.

## **ARTICLE 10 – OBLIGATIONS RÉCIPROQUES :**

**10.1** – Tout changement dans les installations ou dans la constitution des éléments des bâtiments (modification de leur isolation) et en général toute modification des éléments de base du présent contrat feront l'objet d'un avenant.

**10.2** – Dans le cas où les occupants de certains locaux procéderaient à des modifications non déclarées des installations intérieures ou à des vols de fluide chauffant, il appartiendra au titulaire dès qu'il en aura eu connaissance, d'en informer la personne publique.

**10.3** – Les deux parties reconnaissent le libre accès de chacune d'elles dans tous les locaux, pour procéder aux contrôles et vérifications pouvant se révéler indispensables au bon fonctionnement des installations.

## **ARTICLE 11 – FOURNITURES :**

### **11.1 Eau :**

La fourniture de l'eau froide nécessaire à l'entretien et au fonctionnement des installations et de celle destinée à la production d'eau chaude sanitaire est à la charge de la personne publique qui fera établir le contrat à son nom.

Le titulaire sera cependant tenu responsable des consommations anormales ou excessives sauf s'il peut apporter la preuve que celles-ci sont dues à une cause étrangère à la conduite, surveillance et entretien courant dont il a la charge dans le cadre du présent contrat.

### **11.2 Electricité :**

La fourniture de l'électricité nécessaire à l'éclairage, l'entretien et au fonctionnement de l'ensemble des installations est à la charge de la personne publique qui fera établir un contrat à son nom.

Le titulaire sera cependant tenu responsable des consommations anormales ou excessives sauf s'il peut apporter la preuve que celles-ci sont dues à une cause étrangère à la maintenance dont il a la charge dans le cadre du présent contrat.

## **ARTICLE 12 – REMISE DES INSTALLATIONS EN FIN DE CONTRAT :**

### **12.1 Etat des lieux :**

Dans le cadre de ses obligations contractuelles, Le titulaire s'engage à laisser en fin de contrat l'installation en parfait état d'entretien et prête à affronter sans incident une nouvelle saison de chauffage.

La dernière année du contrat, dès la fin de saison de chauffage, un état des lieux et le procès-verbal d'un examen de l'état d'entretien et de fonctionnement des installations seront dressés contradictoirement et adressés au responsable des affaires immobilières du groupement de gendarmerie concerné.

### **12.2 Situation non apurée :**

Si des réparations sont nécessaires, le paiement de la dernière échéance du contrat sera différé jusqu'à la réalisation des travaux d'entretien et de remise en état incombant au titulaire.